

République Centrafricaine

Unité-Dignité-Travail



COMMUNIQUÉ

Centrafricains, Centrafricaines, chers compatriotes,

Le mouvement ITA (Initiative pour une Transformation par l'action) à le profond regret de vous annoncer l'arrestation ce matin aux alentours de quatre heures du matin de son Secrétaire Général l'honorable Député du quatrième arrondissement M. Dominique Éphrem YANDOCKA par des hommes armés qui ont fait irruption à son domicile à Bangui. Nous dénonçons cette arrestation arbitraire et prenons à témoin la communauté nationale ainsi que la communauté internationale sur les circonstances de l'arrestation d'un élu de la nation qui bénéficie pourtant de l'immunité parlementaire. Nous invitons le gouvernement de prendre ses responsabilités afin que lumière soit faite sur les raisons de cet arrestation.

Fait à Bangui le 15 décembre 2024

Pour le bureau politique, le Secrétaire général adjoint,
Chargé des relations extérieures Mr. Besse Claude Martial.



Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice – Liberté – Travail

Membre de l'Internationale Socialiste

BUREAU POLITIQUE

=*==*==*==*

COMMUNIQUE

Relatif à l'arrestation du Député Dominique YANDOCKA

A l'issue d'une opération nocturne d'une unité d'élite de la Gendarmerie Nationale, le Député Dominique Ephrem YANDOCKA a été enlevé dans la nuit du jeudi 14 décembre au 15 décembre 2023 à son domicile à Bangui et détenu à la Section des recherches et d'Investigations (SRI).

Aucune explication ni aucun mobile n'a été donné, ni pendant, ni après à cet acte qui a été posé en violation de toute règle dans un Etat qu'on présente comme étant de Droit.

Le Bureau Politique du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricains (MLPC) condamne avec fermeté l'acte qui a été posé ; dénonce la dérive totalitaire et anti démocratique vers laquelle le Président TOUADERA fait glisser la République Centrafricaine et exige la libération immédiate et sans conditions de l'Elu de la Nation Dominique Ephrem YANDOCKA.

Sans préjuger des véritables raisons de l'acte, on peut affirmer sans risque de se tromper que les difficultés économiques et financières particulièrement difficiles du moment, résultant de la mal gouvernance manifeste irrite le régime du Président Faustin Archange TOUADERA à un point tel qu'il trouve en les Présidents et dirigeants des Partis Politiques de l'Opposition démocratique, les responsables de cette situation.

Les choix hasardeux volontairement opérés et présentés comme la panacée pour la République Centrafricaine par le Président TOUADERA dans sa gestion économique et financière de l'Etat, ainsi que la collaboration avec des personnalités et structures mafieuses, montrent aujourd'hui les limites de l'illusion qu'ils ont entretenue. Il en est de même de la gestion de la sécurité du territoire national.

Opposé radicalement à l'idée d'associer l'Opposition démocratique à la gestion des affaires de l'Etat, le Président TOUADERA doit assumer seul la totalité des conséquences de ses choix politiques sans préjudice des libertés publiques dont la restriction ne constitue pas une solution.

Le Bureau Politique du MLPC demande au Président TOUADERA de garder son calme et de se concentrer sur la gestion de l'Etat, sans prendre les leaders et Présidents des

Partis Politiques de l'Opposition comme les empêcheurs de tourner en rond, dans l'intérêt du Peuple Centrafricain comme il s'y est engagé à travers son serment.

Fait le 16 Décembre 2023

Pour le Bureau Politique

Le Président



Martin ZIGUELE